

DECRET N° 2019/033 DU 24 JAN 2019
portant réorganisation de la Caisse Autonome
d'Amortissement.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le Règlement CEMAC n° 12/07-UEAC-186-CM-15 du 19 mars 2007 portant cadre de référence de l'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de la CEMAC ;
- Vu** l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, adopté le 26 janvier 2017 ;
- Vu** la loi n° 2014/007 du 23 avril 2014 fixant les modalités de dématérialisation des valeurs mobilières au Cameroun ;
- Vu** la loi n° 2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics ;
- Vu** la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** le décret n° 85/1176 du 28 août 1985 portant création et organisation de la Caisse Autonome d'Amortissement ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018,

DECRETE :

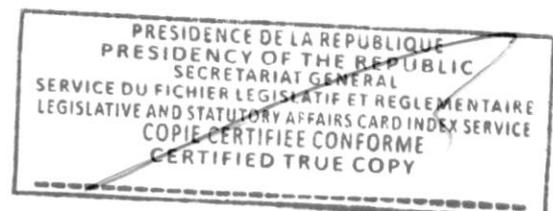
CHAPITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er}.- Le présent décret porte réorganisation de la Caisse Autonome d'Amortissement, en abrégée « CAA » et ci-après désignée « la Caisse ».

ARTICLE 2.- (1) La Caisse est un établissement public à caractère spécial.

(2) Elle est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

(3) Son siège est fixé à Yaoundé.



ARTICLE 3.- (1) La Caisse a pour missions de contribuer, en liaison avec les Administrations et Organismes concernés, à la mise en œuvre de la politique d'endettement, du financement des projets et programmes, ainsi qu'à la gestion des marchés des capitaux.

A ce titre, elle est notamment chargée :

• **en matière de gestion de la dette publique :**

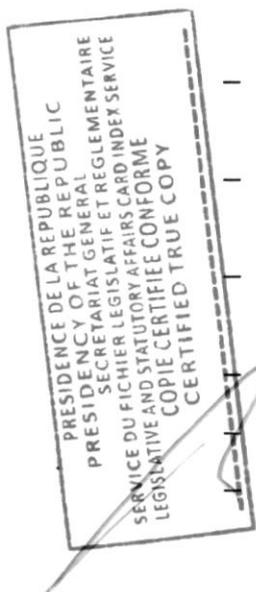
- d'effectuer des études prospectives relatives aux engagements de l'Etat et de ses organismes ;
- de fournir au Gouvernement les analyses nécessaires à l'élaboration de la politique d'endettement du pays ;
- de contribuer à la recherche, à l'étude et à la négociation des financements extérieurs et intérieurs de l'Etat ;
- d'étudier les demandes d'aval et de rétrocession des prêts à soumettre au Ministre des Finances ;
- d'émettre des emprunts publics et de rétrocession ;
- d'évaluer et d'assurer le service de la dette ;
- de produire les comptes relatifs aux opérations sur les accords de financement par emprunt ou par dons de la coopération financière internationale et des titres publics et de l'ensemble des fonds mis à sa disposition.

• **en matière de financement des projets et programmes :**

- d'assurer la gestion des fonds d'emprunts publics de l'Etat des organismes publics, parapublics et de ses correspondants selon les conventions de financements y relatives ;
- de gérer les fonds de contrepartie et la part des fonds que le Trésor peut lui confier sur les dépôts de ses correspondants ou sur toute autre ressource suivant les modalités établies d'accord parties ;
- d'assurer, selon la programmation du Gouvernement dans la loi de finances, la prérogative des décaissements des Financements extérieurs et fonds de contrepartie ;
- d'optimiser les ressources mobilisées pour le paiement des projets et programmes jugés prioritaires par le Gouvernement.

• **en matière de gestion des marchés des capitaux :**

- d'assurer la codification, la conservation, la circulation et l'administration des valeurs mobilières et titres financiers apparentés ;



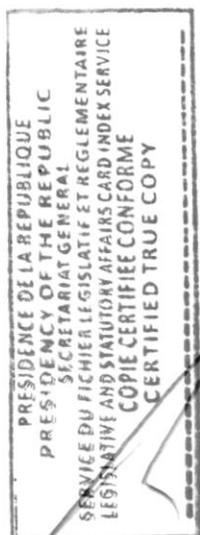
- d'assurer la gestion et la mise en œuvre du processus de dématérialisation des valeurs mobilières ;
- d'effectuer, pour le compte de l'Etat, toutes les opérations afférentes à l'émission des effets publics négociables ;
- d'assurer la sécurisation, la conservation, la coordination, le contrôle et la supervision des opérations de dématérialisation des valeurs mobilières.

(2) La Caisse exécute toute autre mission à elle confiée par le Gouvernement en rapport avec son objet social.

ARTICLE 4.- Les emprunts obtenus par la Caisse bénéficient de l'aval de l'Etat.

ARTICLE 5.- La Caisse est placée sous la tutelle technique et financière du Ministère en charge des finances.

A ce titre, la tutelle s'assure :



- que les activités menées par la Caisse sont conformes aux orientations des politiques publiques du Gouvernement dans le secteur concerné, sous réserve des compétences reconnues au Conseil d'Administration ;
- de la conformité des résolutions du Conseil d'Administration aux lois et règlements, ainsi qu'aux orientations des politiques sectorielles ;
- de la conformité des opérations de gestion à incidence financière de la Caisse à la réglementation sur les finances publiques d'une part, et de la régularité a posteriori des comptes d'autre part ;
- de la régularité des résolutions du Conseil d'Administration à incidence financière, de la soutenabilité des engagements financiers et de la cohérence générale des plans de performance de la Caisse aux programmes sectoriels.

ARTICLE 6.- Le Ministre chargé des finances concourt, en liaison avec le Conseil d'Administration, au suivi de la performance de la Caisse qui lui adresse tous les documents et informations relatifs à ses activités.

CHAPITRE II **DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT**

ARTICLE 7.- La Caisse est placée sous l'autorité des organes de gestion ci-après :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale.

SECTION I
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 8.- (1) Le Conseil d'Administration de la Caisse comprend dix (10) membres.

(2) Outre le Président, le Conseil d'Administration de la Caisse est composé ainsi qu'il suit :

- un (01) représentant de la Présidence de la République ;
- un (01) représentant des Services du Premier Ministre ;
- deux (02) représentants du Ministère en charge des finances à savoir le Directeur Général du Budget et le Directeur Général du Trésor et la Coopération Financière et Monétaire ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'économie ;
- le Directeur National de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;
- un (01) représentant du personnel élu par ses pairs.

ARTICLE 9.- (1) Le Président du Conseil d'Administration de la Caisse est nommé par décret du Président de la République pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une (01) fois.

(2) Les membres du Conseil d'Administration de la Caisse sont nommés par décret du Président de la République, sur proposition des administrations qu'ils représentent, pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable une (01) fois.

ARTICLE 10.- (1) Le mandat d'Administrateur prend fin :

- à la suite de la perte de la qualité ayant motivé la nomination ;
- par révocation à la suite d'une faute ou des agissements incompatibles avec la fonction d'administrateur ;
- à l'expiration normale de sa durée ;
- par décès ou par démission.

(2) Dans les cas prévus à l'alinéa 1 ci-dessus, il est pourvu au remplacement de l'Administrateur dans les mêmes formes que sa désignation.

ARTICLE 11.- (1) Six (06) mois avant l'expiration du mandat d'un membre du Conseil d'Administration, le Président dudit Conseil saisit la structure qu'il représente en vue de son remplacement.

(2) ~~Aucun membre ne peut siéger une fois son mandat expiré.~~



(3) En cas d'expiration du mandat du Président du Conseil d'Administration, le Ministre chargé des finances saisit l'autorité investie du pouvoir de nomination.

(4) En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un administrateur n'est plus en mesure d'exercer son mandat, l'organe qu'il représente désigne un autre Administrateur pour la suite du mandat.

ARTICLE 12.- (1) Le Président et les membres du Conseil d'Administration sont soumis aux mesures restrictives et incompatibilités prévues par la législation en vigueur.

(2) Le Président et les membres du Conseil d'Administration ainsi que toute autre personne invitée à prendre part aux sessions du Conseil sont en outre astreints à l'obligation de discrétion pour les informations, faits et actes dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur fonction.

ARTICLE 13.- (1) Le Président du Conseil d'Administration bénéficie d'une allocation mensuelle ainsi que des avantages. Le montant de l'allocation mensuelle, ainsi que les avantages, sont fixés par le Conseil d'Administration, conformément à la réglementation en vigueur.

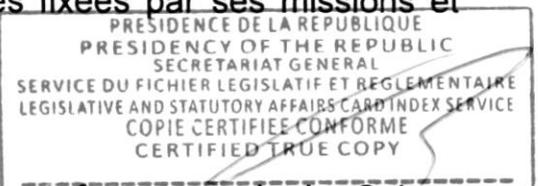
(2) Les administrateurs bénéficient d'une indemnité de session fixée par une résolution du Conseil d'Administration, dans la limite des plafonds définis par la réglementation en vigueur. Ils peuvent prétendre au remboursement des dépenses occasionnées par les sessions, sur présentation des pièces justificatives.

(3) Le Conseil d'Administration peut allouer à ses membres, des rémunérations exceptionnelles pour les missions et mandats qui leur sont confiés, ou autoriser le remboursement des frais de voyage, déplacement et dépenses engagées dans l'intérêt de la Caisse.

ARTICLE 14.- (1) Le Conseil d'Administration définit, oriente la politique générale de la Caisse et en évalue la gestion, dans les limites fixées par ses missions et conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre, il :

- fixe les objectifs et approuve les projets de performance de la Caisse conformément aux objectifs sectoriels ;
- adopte le budget accompagné du projet de performance de la Caisse et arrête de manière définitive les comptes ;
- approuve les rapports annuels de performance ;
- adopte l'organigramme et le règlement intérieur ;
- autorise le recrutement de tout le personnel, conformément au plan de recrutement proposé par le Directeur Général ;



- autorise le licenciement du personnel sur proposition du Directeur Général ;
- nomme, sur proposition du Directeur Général, aux rangs de Sous-directeur, de Directeur et assimilés ;
- accepte tous dons, legs et subventions ;
- approuve les contrats de performances ou toutes autres conventions, y compris les emprunts, préparés par le Directeur Général et ayant une incidence sur le budget ;
- autorise toute aliénation de biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, conformément à la réglementation en vigueur ;
- s'assure du respect des règles de gouvernance et commet des audits afin de garantir la bonne gestion de la Caisse ;
- fixe les rémunérations et les avantages du personnel, dans le respect des lois et règlements en vigueur, du Règlement Intérieur et des prévisions budgétaires ;
- fixe le montant de l'allocation et les avantages du Président du Conseil d'Administration, ainsi que le montant des indemnités des membres dudit Conseil, conformément à la réglementation en vigueur ;
- fixe les rémunérations mensuelles et les avantages du Directeur Général et du Directeur Général-Adjoint, dans le respect réglementation en vigueur et des prévisions budgétaires.

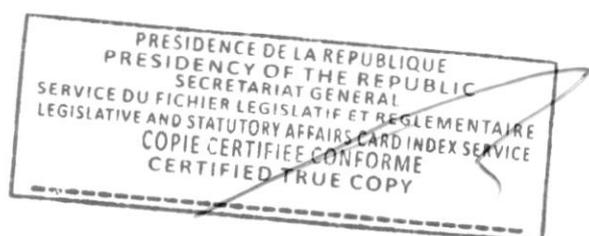
(2) Le Conseil d'Administration peut déléguer au Directeur Général certains de ses pouvoirs.

ARTICLE 15.- (1) Le Président du Conseil d'Administration convoque et préside les réunions du Conseil. Il veille à l'application de ses résolutions.

(2) Le Président du Conseil d'Administration peut inviter à titre consultatif, toute personne physique ou morale, en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour, à prendre part aux travaux du Conseil d'Administration.

ARTICLE 16.- (1) En cas de vacance de la Présidence du Conseil d'Administration suite au décès, à la démission ou à la défaillance du Président, les sessions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Ministre chargé des finances à la diligence du Directeur Général, ou des deux tiers (2/3) des membres du Conseil d'Administration.

(2) Les sessions du Conseil d'Administration convoquées conformément à l'alinéa 1 ci-dessus sont présidées par un membre du Conseil élu par ses pairs.



ARTICLE 17.- (1) Sur convocation de son Président, le Conseil d'Administration se réunit obligatoirement au moins deux (02) fois par an en session ordinaire dont :

- une (01) session consacrée à l'examen du projet de performance et à l'adoption du budget ;
- une (01) session consacrée à l'arrêt des comptes.

(2) Le Conseil d'Administration peut être convoqué en session extraordinaire sur un ordre du jour précis, à l'initiative de son Président ou des deux tiers (2/3) de ses membres.

(3) Le Président du Conseil d'Administration est défaillant lorsqu'il ne convoque pas au moins deux (02) sessions du Conseil d'Administration par an.

(4) En cas de refus de convoquer une session du Conseil conformément à l'alinéa 1 ci-dessus, les deux tiers (2/3) des membres saisissent le Ministre chargé des finances qui convoque le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

ARTICLE 18.- (1) Les convocations, accompagnées des dossiers à examiner, sont adressées aux membres du Conseil par tout moyen laissant trace écrite quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la session. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à cinq (05) jours.

(2) Les convocations indiquent l'ordre du jour, la date, le lieu et l'heure de la session.

ARTICLE 19.- (1) Tout membre du Conseil d'Administration empêché peut se faire représenter aux travaux du Conseil par un autre membre.

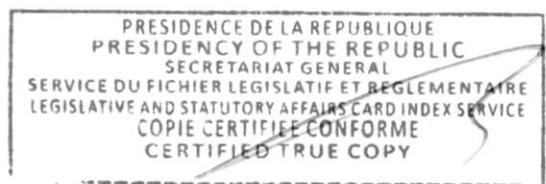
(2) Aucun Administrateur ne peut, au cours d'une même session, représenter plus d'un Administrateur.

(3) Tout membre présent ou représenté à une session du Conseil d'Administration est considéré comme ayant été dûment convoqué.

(4) En cas d'empêchement du Président, le Conseil d'Administration élit en son sein, à la majorité simple des membres présents ou représentés, un Président de séance.

ARTICLE 20.- Le Conseil d'Administration examine toute question inscrite à l'ordre du jour soit par le Président, soit à la demande de deux tiers (2/3) des Administrateurs.

ARTICLE 21.- Le secrétariat des sessions du Conseil d'Administration est assuré par la Direction Générale de la Caisse.



ARTICLE 22.- (1) Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer sur toute question inscrite à l'ordre du jour de sa session que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint lors de la première convocation, il est, pour la convocation suivante, ramené à la moitié des membres du Conseil d'Administration.

(2) Chaque membre dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 23.- (1) Les décisions du Conseil d'Administration prennent la forme des résolutions. Elles sont signées séance tenante par le Président du Conseil d'Administration ou le Président de séance, le cas échéant, et un Administrateur.

(2) Les décisions du Conseil d'Administration prennent effet à compter de leur adoption sous réserve des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 24.- (1) Les délibérations du Conseil d'Administration font l'objet d'un procès-verbal signé par le Président du Conseil ou de séance et le secrétaire. Le procès-verbal mentionne outre les noms des membres présents ou représentés, ceux des personnes conviées à titre consultatif. Il est lu et approuvé par le Conseil d'Administration à l'occasion d'une session du Conseil.

(2) Les procès-verbaux de séance sont consignés dans un registre spécial tenu au siège de la Caisse.

ARTICLE 25.- (1) Pour l'accomplissement de ses missions, le Conseil d'Administration peut créer en son sein, et en tant que de besoin, des Comités et des Commissions.

(2) Les membres des Comités ou des Commissions bénéficient des facilités de travail et des indemnités dans la limite des plafonds fixés par la réglementation en vigueur.

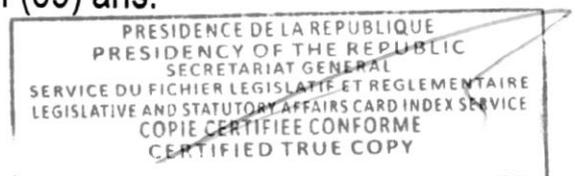
SECTION II **DE LA DIRECTION GENERALE**

ARTICLE 26.- La Direction Générale de la Caisse est placée sous l'autorité d'un Directeur Général, éventuellement assisté d'un Directeur Général-Adjoint.

ARTICLE 27.- (1) Le Directeur Général et le Directeur Général-Adjoint sont nommés par décret du Président de la République pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable deux (02) fois.

(2) Le renouvellement prévu à l'alinéa 1 ci-dessus est tacite.

(3) Dans tous les cas, les mandats cumulés du Directeur Général du Directeur Général-Adjoint ne peuvent excéder neuf (09) ans.



(4) Le Directeur Général et le Directeur Général-Adjoint sont soumis aux mesures restrictives et incompatibilités prévues par la législation en vigueur.

ARTICLE 28.- (1) Sous le contrôle du Conseil d'Administration, le Directeur Général est chargé de l'application de la politique générale et de la gestion de la Caisse.

A ce titre, il est notamment chargé:

- d'assurer la direction technique, administrative et financière de la Caisse ;
- d'élaborer le programme d'activités annuelles de la Caisse ;
- de préparer le projet de budget et de performance, de produire le compte administratif ainsi que le rapport annuel de performance ;
- d'assurer le secrétariat des travaux du Conseil d'Administration auxquels il prend part avec voix consultative ;
- de préparer les résolutions du Conseil d'Administration et veiller à leur exécution ;
- de proposer un plan de recrutement du personnel au Conseil d'Administration ;
- de nommer le personnel sous réserve des compétences dévolues au Conseil d'Administration ;
- de gérer les biens meubles, immeubles, corporels et incorporels de la Caisse, dans le respect de ses missions et sous le contrôle du Conseil d'Administration.

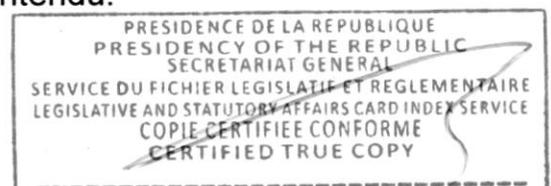
(2) Le Conseil d'Administration peut en outre lui déléguer certains de ses pouvoirs.

(3) Le Directeur Général peut déléguer une partie de ses pouvoirs.

ARTICLE 29.- Le Directeur Général représente la Caisse dans tous les actes de la vie civile et en justice.

ARTICLE 30.- (1) Le Directeur Général ou le Directeur Général-Adjoint éventuellement, est responsable devant le Conseil d'Administration qui peut le sanctionner en cas de faute grave de gestion ou de comportement susceptible de nuire à la bonne marche ou à l'image de la Caisse.

(2) Dans les cas prévus à l'alinéa 1 ci-dessus, le Président du Conseil d'Administration est tenu de convoquer une session extraordinaire au cours de laquelle le Directeur Général ou son Adjoint est entendu.



(3) Le dossier comprenant les griefs est transmis au Directeur Général ou au Directeur Général-Adjoint dix (10) jours au moins avant la date prévue de la session extraordinaire.

(4) Le débat devant le Conseil d'Administration est contradictoire.

(5) Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins deux tiers (2/3) de ses membres. Aucune représentation n'est admise dans ce cas.

ARTICLE 31.- (1) Le Conseil d'Administration peut prendre à l'encontre du Directeur Général ou du Directeur Général-Adjoint, les sanctions suivantes :

- suspension de certains pouvoirs ;
- suspension de ses fonctions pour une période limitée avec effet immédiat ;
- suspension de ses fonctions avec effet immédiat assortie d'une demande de révocation adressée à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

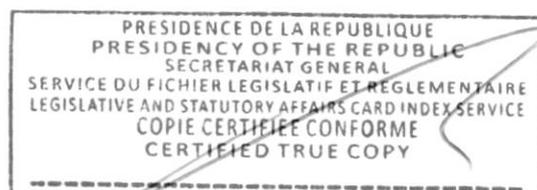
(2) Les décisions sont transmises pour information au Ministre chargé des finances, à la diligence du Président du Conseil d'Administration.

ARTICLE 32.- En cas de suspension des fonctions du Directeur Général ou du Directeur Général-Adjoint, le Conseil d'Administration prend les dispositions nécessaires pour assurer la bonne marche de la Caisse.

ARTICLE 33.- (1) En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, l'intérim est assuré par le Directeur Général-Adjoint.

(2) Dans le cas où la Direction Générale de la Caisse n'est pas pourvue d'un Directeur Général-Adjoint, l'intérim est assuré par un responsable ayant au moins rang de Directeur, désigné par le Directeur Général.

(3) En cas de vacance du poste de Directeur Général pour cause de décès, de démission ou de mandat arrivé à échéance, le Conseil d'Administration prend toutes les dispositions nécessaires pour le bon fonctionnement de la Caisse, en attendant la nomination d'un nouveau Directeur Général.



CHAPITRE III DU PERSONNEL

ARTICLE 34.- Peuvent faire partie du personnel de la Caisse :

- le personnel recruté par la Caisse ;
- les fonctionnaires en détachement ;
- les agents de l'Etat relevant du Code du Travail mis à la disposition de la Caisse.

ARTICLE 35.- Les fonctionnaires en détachement et les agents de l'Etat relevant du Code du Travail mis à la disposition de la Caisse sont soumis, pendant toute la durée de leur emploi, à la législation du travail, sous réserve des dispositions du Statut Général de la Fonction Publique et des statuts spécifiques relatives à la retraite, à l'avancement, et à la fin du détachement.

ARTICLE 36.- (1) Les fonctionnaires en détachement et les agents de l'Etat relevant du Code du Travail mis à la disposition de la Caisse sont, quel que soit leur statut d'origine, pris totalement en charge par la Caisse.

(2) La prise en charge visée à l'alinéa 1 ci-dessus, concerne le salaire et ses accessoires, les indemnités, les primes et les autres avantages servis par la Caisse.

ARTICLE 37.- (1) La responsabilité civile et/ou pénale du personnel de la Caisse est soumise aux règles de droit commun.

(2) Les conflits entre le personnel et la Caisse relèvent de la compétence des juridictions de droit commun.

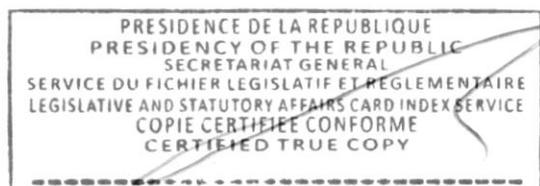
ARTICLE 38.- L'acte de nomination du Directeur Général et du Directeur Général-Adjoint ne leur confère pas la qualité d'employé de la Caisse, à moins d'être préalablement dans une relation contractuelle avec la Caisse.

CHAPITRE IV DES DISPOSITIONS FINANCIERES

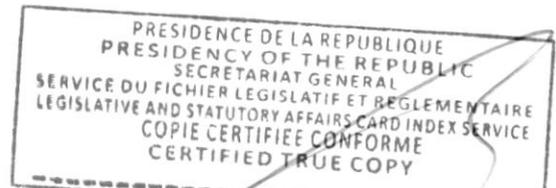
SECTION I DES RESSOURCES

ARTICLE 39.- (1) Les ressources de la Caisse sont constituées par :

- les produits des emprunts publics ;
- les fonds déposés par le Trésor ;
- le produit des placements ;
- les produits et recettes diverses ;



- le produit de l'aliénation des biens ;
- le produit de ses loyers ;
- la rémunération des comptes tenus par la Caisse ;
- les commissions versées par les entités bénéficiaires des avals et des rétrocessions de l'Etat ;
- les commissions de gestion des projets et programmes de l'Etat et de ses démembrements ;
- les commissions générées par l'activité de dématérialisation et gestion des actifs financiers ;
- les subventions de l'Etat, dons et legs ;
- les allocations budgétaires ;
- les prélèvements autorisés ;
- toute autre ressource qui pourrait lui être attribuée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.



(2) Un acte réglementaire fixe les taux des commissions des avals, des rétrocessions et de gestion des projets et programmes.

(3) Les taux des commissions générés par l'activité de dématérialisation et de gestion des actifs financiers sont déterminés par un acte de la Commission des Marchés Financiers.

ARTICLE 40.- Les ressources de la Caisse sont gérées suivant les règles du système comptable OHADA. Toutefois, les fonds provenant des Conventions et Accords internationaux sont gérés suivant les modalités prévues par ces Conventions et Accords.

SECTION II DU BUDGET ET DES COMPTES

ARTICLE 41.- L'exercice budgétaire de la Caisse commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 42.- (1) Le Directeur Général est l'ordonnateur principal du budget de la Caisse.

(2) Sur proposition du Directeur Général, des ordonnateurs secondaires peuvent être désignés par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 43.- (1) Le projet de budget annuel assorti du projet de performance, y compris les plans d'investissement de la Caisse sont préparés par le Directeur Général et adoptés par le Conseil d'Administration.

(2) Le budget est présenté sous forme de sous-programmes cohérents, avec les objectifs de politiques nationales et locales.

(3) Le Budget de la Caisse doit être équilibré en recettes et en dépenses.

(4) Toutes les recettes et les dépenses de la Caisse sont inscrites dans le budget adopté par le Conseil d'Administration.

(5) Les titres de paiement des dépenses de fonctionnement sont signés conjointement par le Directeur Général et le Directeur chargé des finances. Le Directeur Général peut, en cas de nécessité, déléguer sa signature au Directeur Général-Adjoint.

ARTICLE 44.- (1) Le budget adopté par le Conseil d'Administration est transmis pour approbation au Ministre chargé des finances.

(2) Le budget est rendu exécutoire dès son adoption par le Conseil d'Administration, sous réserves des dispositions contraires des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 45.- Les comptes de la Caisse doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle de son patrimoine et de sa situation financière.

ARTICLE 46.- (1) La Caisse tient trois (03) types de comptabilité :

- une comptabilité budgétaire des recettes et des dépenses ;
- une comptabilité générale ;
- une comptabilité analytique.

(2) La Caisse peut tenir en sus, d'autres types de comptabilité

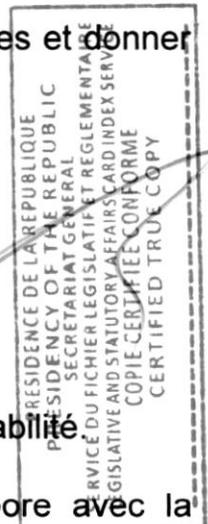
ARTICLE 47.- Dans le cadre de ses opérations, la Caisse collabore avec la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale au même titre que les Banques. A ce titre, elle peut prétendre être éligible à la participation au système de télé compensation.

ARTICLE 48.- (1) Le Service de la dette est assuré par les allocations budgétaires de l'Etat.

(2) Les avances de trésorerie sont notamment autorisées, selon la réglementation en vigueur, pour le service de la dette, les pertes de change et les dépenses sur financement extérieur.

(3) La Caisse peut mettre des fonds à la disposition du Gouvernement pour le financement de certaines de ses opérations, suivant les modalités établies d'accord parties.

ARTICLE 49.- Toutes les opérations de la Caisse bénéficient de la garantie de l'Etat.



ARTICLE 50.- La Caisse peut consentir des prêts à l'Etat et effectuer des placements à l'extérieur de la République du Cameroun, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 51.- (1) Sous le contrôle du Conseil d'Administration et du Ministère des finances, la Caisse tient en sus la prérogative de la gestion et du suivi de la comptabilité des opérations de financement des projets du pays sur ressources extérieures et sur fonds de contrepartie, ainsi que du service de la dette du pays, conformément aux conventions de financement et à la réglementation en vigueur.

(2) La Caisse assure la prérogative de la centralisation, de l'analyse financière et du suivi de l'ensemble des comptes bancaires inhérents à ses missions, en conformité avec la réglementation en vigueur et les procédures internes.

ARTICLE 52.- En matière de paiement des dépenses sur ressources extérieures ou sur fonds de contrepartie, la Caisse joue le rôle de Comptable Public. A ce titre, les ordres de paiement des opérations de financement des projets et du service de la dette sont signés par le Directeur Général ou par le Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 53.- Le Directeur Général présente au Conseil d'Administration, dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice, les comptes administratifs et de gestion ainsi que le rapport annuel de performance. Après approbation de ces documents par le Conseil d'Administration, le Directeur Général les adresse au Ministre chargé des finances.

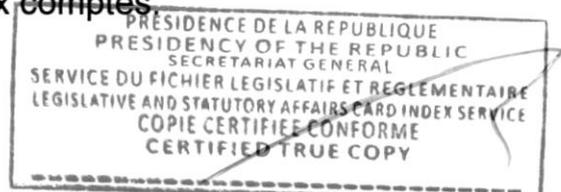
SECTION III **DU CONTRÔLE ET DU SUIVI DE LA GESTION**

ARTICLE 54.- La Caisse est soumise au contrôle des organes compétents de l'Etat.

ARTICLE 55.- (1) Le Conseil d'Administration désigne un ou plusieurs Commissaires aux comptes choisis parmi les experts inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA).

(2) Le Conseil d'Administration fixe les honoraires du ou des Commissaires aux comptes dont la durée du mandat ne peut être supérieure à trois (03) ans, renouvelable une (01) fois.

ARTICLE 56.- (1) Ne peuvent être désignés Commissaires aux comptes : les Administrateurs, le Directeur Général, le Directeur Général-Adjoint, le Directeur en charge des finances et de la comptabilité, le personnel de la Caisse, ainsi que leurs conjoints, ascendants, descendants en ligne directe ou collatérale, ou toute personne qui reçoit de ces personnes une rémunération en raison d'une activité permanente autre que celle de Commissaire aux comptes.



(2) Si l'un des motifs ci-dessus intervient au cours de son mandat, le Commissaire aux comptes doit en informer le Conseil d'Administration sous huitaine et cesser immédiatement ses fonctions.

ARTICLE 57.- (1) Le Commissaire aux comptes est astreint au respect des obligations et des diligences généralement admises dans la profession.

A ce titre, il est chargé notamment :

- d'effectuer tout au long de son mandat tous les contrôles, toutes vérifications qu'il juge opportun, en faisant communiquer toutes pièces qu'il estime utiles ;
- de porter à la connaissance du Conseil d'Administration, des autorités de tutelle, du représentant du ministère public, toutes irrégularités, tous faits délictueux qu'il aurait découvert s sans que sa responsabilité puisse être engagée ;
- d'élaborer ses rapports et en communiquer les résultats au Conseil d'Administration dans les délais requis.

(2) Tout au long de sa mission d'audit, il s'assure de l'aspect régulier et sincère des comptes annuels de la Caisse. Il délivre une certification sur la capacité des comptes à donner une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine.

(3) Tout au long de son mandat, il dispose de tous les pouvoirs d'investigation tant sur pièces que sur place. Il est habilité à adresser toutes les observations motivées au Directeur Général.

CHAPITRE VI **DE LA GESTION DU PATRIMOINE**

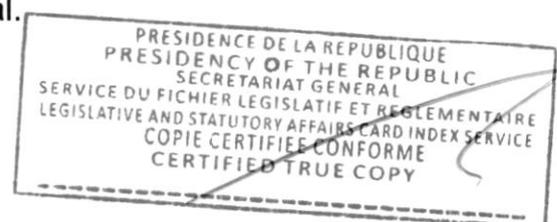
ARTICLE 58.- (1) Le patrimoine de la Caisse est constitué par les biens meubles et immeubles qui lui sont affectés par l'Etat et des biens propres.

(2) Les biens du domaine public, du domaine national et du domaine privé de l'Etat, transférés en jouissance à la Caisse conformément à la législation domaniale, conservent leur statut d'origine.

(3) Les biens du domaine privé de l'Etat transférés en propriété à la Caisse, sont intégrés de façon définitive dans son patrimoine.

(4) Les biens faisant partie du domaine privé de la Caisse sont gérés conformément au droit commun.

(5) Le patrimoine propre et le patrimoine d'affectation de la Caisse concourent à la réalisation de son objet social.



ARTICLE 59.- (1) Sous le contrôle du Conseil d'Administration, la gestion du patrimoine de la Caisse relève de l'autorité du Directeur Général.

(2) La gestion du patrimoine visée à l'alinéa 1 ci-dessus, concerne l'acquisition des biens et leur aliénation.

ARTICLE 60.- (1) En cas d'aliénation d'un bien de la Caisse, le Directeur Général requiert l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Il tient à jour au Conseil d'Administration, la situation du patrimoine qui fait l'objet d'un examen à l'occasion d'une de ses sessions.

(2) L'autorisation du Conseil d'Administration se fait au moyen d'une résolution adoptée par au moins deux tiers (2/3) de ses membres.

CHAPITRE VII **DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

ARTICLE 61.- (1) La Caisse est assujettie aux dispositions du Code des marchés publics.

(2) Le Conseil d'Administration s'assure des règles de transparence, de concurrence d'égalité de traitement des candidats et de juste prix.

(3) Une résolution du Conseil d'Administration précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Commission interne de passation des marchés, de désignation de ses membres et d'évaluation des offres.

ARTICLE 62.- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 85/1176 du 28 août 1985 portant création et organisation de la Caisse Autonome d'Amortissement.

ARTICLE 63.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 24 JAN 2019

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,


PAUL BIYA